

FACULTÉ DE DROIT, ÉCONOMIE & ADMINISTRATION DE METZ



« Faire son Droit en apprentissage est un vrai plus »

La **faculté de Droit, Économie et Administration de Metz** a fortement axé sa politique de développement sur les masters. Avec à la clé, un fort taux d'insertion professionnelle pour les étudiants. Illustration du propos avec **Pierre Tifine** et **Sophie Dumas-Lavenac**, respectivement doyen et vice-doyenne.

92% d'insertion professionnelle à l'issue du master II de Droit, Économie et Administration à Metz. Un score plus qu'honorable qui démontre la pertinence des formations dispensées mais aussi leur adéquation au marché du travail.

A Metz, l'offre s'est considérablement étoffée, en Droit notamment. Citons le master Procédure et fiscalité appliquée « qui présente de nombreux liens avec le Luxembourg, un bassin d'emplois très prolifique pour nos étudiants qui y effectuent leurs stages de master2 », indique d'embellée **Sophie Dumas-Lavenac**, vice-doyenne.

Dans un même ordre d'idées, il y a aussi le master2 Droit des affaires transfrontière et le master2 Droit des collectivités territoriales et coopération transfrontalière. Avec tous deux une branche franco-allemande. Est également proposé en Droit civil, le

master Droit de la responsabilité et de la réparation. Enfin, il y a le master2 en Droit de l'urbanisme et de la construction. Même constat en Économie et Administration économique et sociale (AES) où plusieurs masters sont en prise directe avec le monde du travail : Expert statistiques, économie sociale et solidaire ainsi qu'un master2 en Conseil économique et contrôle organisationnel (CECO).

L'apprentissage en distanciel

Depuis peu, la faculté a développé des filières apprentissage. « Nous l'avons testé sur le Master2 d'Économie expert statistiques alors que les conditions n'étaient pas simples au vu des contraintes sanitaires », souligne **Pierre Tifine**, le doyen. L'objectif est de faire la même chose sur le master2 Collectivités territoriales et coopération transfrontalière qui existe sur le site de Sarreguemines en

formation initiale. « Il y aura un rythme de trois semaines en collectif et une semaine de cours intensifs en distanciel. »

Pourquoi cette formule ? « Nous avons un diplôme universitaire (DU) intitulé Gérer et administrer en collectivités territoriales dédié aux élus et en partie financé par le DIF élu. En 2020, en raison de la crise sanitaire, nous avons été dans l'obligation de passer en distanciel en cours d'année. Sur la première session qui avait démarré en présentiel, nous n'avions que neuf inscrits dont la moitié de Mosellans. Six mois plus tard, lors de la seconde session, en pleine période de crise, il n'y avait plus que 20 candidats locaux pour un seul Mosellan ! Le distanciel avait, de fait, brisé les frontières géographiques. »

Au vu de ce résultat très positif, le futur master2 en semi-distanciel mixera un public d'apprentis et d'élus issus de la formation continue. Un projet apprentissage qui



« Avec l'apprentissage, l'idée est de former les étudiants en Droit sur le terrain pour qu'ils soient rapidement opérationnel dès leur embauche. »

Sophie Dumas-Lavenac, vice-doyenne.

résulte d'un constat. « Les étudiants, à l'issue de leur formation, ne sont pas tous opérationnels. Avec l'apprentissage, l'idée est de former quelqu'un sur le terrain pour qu'il puisse être rapidement opérationnel », souligne le doyen. « Nous avons beaucoup de liens avec énormément d'organismes publics. Les stages que l'on fait faire à nos Master2, sont soit l'occasion, soit le résultat de collaborations avec des organismes comme la Banque centrale luxembourgeoise, la Banque de France, les collectivités territoriales... Ce que l'on anticipe avec l'alternance, ce sont des

coopérations avec des entreprises privées. Une pratique évidente et moins naturelle en milieu universitaire », conclut **Sophie Dumas-Lavenac**.

En savoir plus sur l'alternance en Droit

Clémence Ait-Hellal, 03 72 74 75 89
fac-droit-economie-administration.
univ-lorraine.fr

Zoom sur... Le projet ENM

« Le projet ENM est le fruit d'une collaboration avec la magistrature afin de mettre en place une formation publique. Car les préparations actuelles pour le concours de l'École nationale de la magistrature (ENM) sont exclusivement privées et donc très chères », indique **Sophie Dumas-Lavenac**, vice-doyenne de la fac de Droit à Metz. « Dans notre région, les étudiants qui ne sont pas forcément de classes aisées, s'autocensurent. On cherche donc à développer des liens avec l'IEJ lorrain, commun à Nancy et Metz, et les juridictions. »

La classe Talents

Une logique analogue qui a cours à la **Classe Talents** dont le but est de diversifier le recrutement dans la fonction publique en catégorie A. Réservée aux boursiers, elle permet aux étudiants de poursuivre un cursus normal, soit en Licence administration publique (LAP), soit sur certains master1 et 2 tout en bénéficiant d'une formation poussée pour les concours administratifs. 39 étudiants ont été recrutés avec ce dispositif dont 21 sont à Metz. « Les cours se déroulent à l'Institut régional d'administration de Metz (IRA) avec lequel nous avons établi un partenariat. Il y a aussi d'autres collaborations avec l'École nationale des finances publiques (ENFIP), le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) et l'École des Douanes », rappelle **Pierre Tifine**.

Pour s'y retrouver...

- AES** : Administration économique et sociale
- CECO** : Conseil économique et contrôle organisationnel
- CNFPT** : Centre national de la fonction publique territoriale.
- DIF** : Droit Individuel à la Formation
- ENFIP** : École nationale des finances publiques
- ENM** : École nationale de la magistrature
- IEJ** : Instituts d'études judiciaires
- IRA** : Institut régional d'administration
- LAP** : Licence administration publique